



Éditorial de J. BRILLET  
Secrétaire général

## Imposer la question sociale...

Lors de son 68ème Congrès national, l'année de ses 90 ans, notre fédération a débattu des textes et motions, a voté l'évolution de ces statuts, a renouvelé ses instances.

Ces trois journées ont été l'aboutissement de longues préparations. Tout d'abord matérielles, pour lesquelles il nous faut vraiment souligner et remercier l'engagement de toute une équipe qui a œuvré pour ce succès. Mais aussi des temps de discussions, d'échanges et votes de nos motions revendicative et générale qui ordonneront notre orientation pour les trois années à venir.

“ Car ce sont bien sur ces questions de solidarité que nous combattons efficacement ceux qui masquent sous les discours de stigmatisation une véritable férocité antisociale ”

Les débats ont été riches, francs, ouverts, les décisions collectives.

Et nous allons maintenant être confronté.es à la rentrée particulière qui se prépare.

Particulière au vu de la crise énergétique suscitée par la logique de conflit au Moyen-Orient, par un retour de l'inflation et une hausse marquée du chômage, une accélération de la désindustrialisation du pays et la poursuite obstinée d'une politique qui ne cesse d'appauvrir salarié.es et retraité.es.

Particulière de par la volonté du gouvernement est de passer en force sur des budgets qu'il refusera de discuter au nom d'une « urgence » et qu'il tentera d'imposer, y compris en contournant la voie parlementaire.

Particulière enfin, car malgré la volonté conjointe de politiques et de médias d'imposer les thématiques de sécurité et d'immigration comme premières dans la campagne présidentielle à venir, ce seront bien sur les questions de Protection Sociale, de santé et de services publics que les vraies orientations se feront.

Et nous dans tout ça ? Et bien nous serons là. Nous devons nous inscrire dans deux temps. Immédiatement, dès la rentrée, nous porterons nos revendications et exigences lors de la rentrée budgétaire. Puis nous nous mobiliserons et démontrerons notre capacité à recentrer la course politique sur les questions sociales, fortement et visiblement. Car ce sont bien sur ces questions de solidarité que nous combattons efficacement ceux qui masquent sous les discours de stigmatisation une véritable férocité antisociale.

Tous ces temps ne peuvent s'inscrire valablement que dans un cadre unitaire le plus large possible, le plus proche de nos adhérent.es et des retraité.es.

Cependant, le temps de l'été arrive (en avance cette année), celui de retrouver nos familles, nos ami.es et un repos mérité.

Bon été donc à vous toutes et tous et encore merci pour la qualité de nos travaux, notre convivialité.

■ PARIS, Le 27 mai 2026